

Parents élus au Conseil d'école
École élémentaire publique Victor Hugo
Rue Victor Hugo
41200 Pruniers-en-Sologne

à
Mr Jean-Michel Blanquer
Ministre de l'Éducation Nationale
Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse
110 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Pruniers, le 19 février 2019

Objet : demande de renonciation à la fermeture d'une classe dans notre école

Monsieur le Ministre,

Nous, parents élus au Conseil d'école de l'école élémentaire Victor Hugo de Pruniers-en-Sologne (en Loir-et-Cher), nous permettons de vous adresser cette demande car nous ne comprenons pas votre décision de fermer une classe. En effet, nous avons accusé réception des arguments de Mme l'inspectrice d'Académie (à qui nous avons adressé ce même courrier) selon lesquels le nombre d'élèves prévus à la rentrée 2019 ne serait pas suffisant pour maintenir les 6 classes de l'école ouvertes. Il semblerait que, pour l'administration, 25 ou 28 élèves par classe de primaire soit un nombre raisonnable.

Toutefois, nous nous permettons de nous interroger sur ce point. « L'administration » n'est pas un professeur des écoles et il se trouve que les professeurs des écoles n'ont pas en face d'eux, chaque jour, de simples chiffres, mais des enfants. Et les enfants ne peuvent en aucun cas se résumer à des éléments comptables.

Nous avons bien lu, écouté (et entendu), Monsieur le Ministre, votre programme pour une **école française de la confiance**. Nos sources sont issues des pages web suivantes :

- <http://www.education.gouv.fr/cid138983/projet-de-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance-debut-de-l-examen-du-projet-a-l-assemblee-nationale.html>
- <http://www.education.gouv.fr/cid119317/annee-scolaire-2017-2018-pour-l-ecole-de-la-confiance.html>
- <http://www.assemblee-nationale.fr/15/projets/pl1481-ei.asp>

Parmi les dispositions qui ont retenu notre attention et qui nous posent quelques interrogations, permettez-nous de n'en citer que trois :

- *« Exigeants à l'égard de notre école, et c'est bien normal, nous soulignons souvent ses faiblesses. Elles existent bien sûr, je ne le nie pas. Et cette loi est là pour les dépasser. Mais, Mesdames et Messieurs les députés, figurez-vous un instant ce chef-d'œuvre collectif qui voit*

chaque jour 800 000 professeurs accueillir dans un même élan 13 millions d'élèves. Et ce chaque jour. »

Nous reconnaissons là un beau projet collectif à réaliser. Mais au-delà des mots, nous pouvons nous aussi considérer cette belle phrase d'un point de vue strictement comptable. Et 800 000 professeurs pour 13 millions d'élèves nous permettent de croire que nous avons en France 1 professeur pour 16,25 élèves. Vous nous direz que c'est un raccourci qui ne prend pas en compte les réalités du terrain, les professeurs de classes dédoublées en REP et REP+ ou remplaçants, etc... Nous sommes d'accord, et c'est ce que nous reprochons également à l'analyse de Mme l'inspectrice d'Académie concernant la fermeture d'une classe à l'école élémentaire de Pruniers, qui ne prend pas en compte la réalité du terrain.

Si l'objectif est de construire ensemble « l'école de la confiance », nous nous devons alors de vous dire que **non, 25 à 28 élèves en moyenne par classe à la prochaine rentrée n'est non seulement pas un privilège, mais réellement une détérioration des conditions d'apprentissage pour nos enfants**. Vous ouvrirez ainsi la voie de l'échec à certains de nos enfants, au nom de l'école de la République.

- « *La priorité donnée à l'école primaire dans un objectif de lutte contre les inégalités, lutte pour la justice sociale, lutte pour le progrès social* »

Vous parliez ici, Monsieur le Ministre, des REP et REP+. Cependant, il nous semble essentiel, afin d'atteindre ces objectifs ensemble et partout en France, **de ne pas dégrader des conditions de travail acceptables pour les rendre plus difficiles**, encore une fois du fait d'une décision comptable simpliste.

En effet, l'école élémentaire de Pruniers-en-Sologne bénéficie jusqu'alors de conditions d'enseignement que certains qualifieront de privilégiées. Mais qui sont ces gens qui parlent de « privilèges » alors qu'il est de plus en plus difficile de prendre en compte les difficultés des élèves et que, parmi eux, **plusieurs sont en attente d'un suivi AVS ? Sans aide particulière pour ces enfants en difficulté, il est à gager que l'augmentation du nombre d'élèves dans leur classe à la prochaine rentrée ne pourra que les placer encore davantage dans une situation d'échec**, alors que leur jeune âge leur permettrait de surmonter leurs difficultés.

- « *L'école inclusive* » figure parmi les mesures phares du projet de loi pour une école de la confiance. Nous parlons ici de handicap, mais vous nous permettrez de revenir par ce biais sur le point précédent.

Ne pensez-vous pas que si nous ne prenons pas en charge, dès le plus jeune âge, les élèves en difficulté tels que ceux que nous accueillons dans notre école, ils souffriront plus tard d'un handicap qui ne dépend pas d'un gène ou d'un accident, mais bel et bien de l'échec de l'école de la République ? Car ne pas savoir lire, écrire et compter, se sentir abandonné par un système qui brandit haut les valeurs justice sociale et de progrès social, oui, ce sont réellement des handicaps pour se construire une vie professionnelle, voire une vie, tout simplement !

Nous grossissons le trait, pensez-vous ? Nous dramatisons la situation de notre école ? Et bien vous êtes peut-être prêt, Monsieur le Ministre, à courir le risque de voir nos enfants dans une situation que l'école a le devoir d'éviter par tous les moyens, mais nous, parents d'élèves, parents d'enfants aux profils tous différents, parents de citoyens en devenir et en aucun cas parents de chiffres dans des tableaux, n'acceptons pas de courir ce risque.

Vous, Monsieur Blanquer, Ministre de l'Éducation Nationale, nous dites que « *La confiance est l'ingrédient principal pour faire réussir les enfants* », qu'il doit exister un contrat de confiance entre les parents, les professeurs et les élèves. Toutefois, il nous paraît étonnant que les clauses du contrat ne soient rédigées que par des personnes qui ne semblent pas comprendre que plus il y a d'élèves dans une classe, plus les risques d'échec sont importants. "Et en même temps", ces personnes nous parlent de confiance !

Sachez Monsieur le Ministre, que cette confiance existe à Pruniers-en-Sologne. Nous pouvons ajouter la mairie aux acteurs de ce contrat. Mais si nous avons confiance en notre école et en nos enseignantes, notez que la décision de fermer une classe à la prochaine rentrée ne saurait que la briser. Car nos professeurs ne pourront pas assurer un enseignement de qualité, comme c'est le cas aujourd'hui malgré des difficultés grandissantes, avec davantage d'élèves dans leurs classes, des écarts de niveaux toujours plus importants, un manque cruel d'AVS pour les enfants qui en ont besoin, missions auxquelles il semble à ce jour incontournable d'associer nombre de tâches administratives.

Non, il ne peut pas y avoir de confiance dans ces conditions et nous vous demandons, Monsieur le Ministre, de ne pas considérer nos enfants comme des chiffres parmi les milliers que vous traitez dans vos statistiques.

Nos enfants ne sont pas des statistiques. Ils sont les citoyens de demain.

Accordez-leur une éducation à la hauteur de celle que vous clamez vouloir pour tous les élèves de France et maintenez les 6 classes de l'école Victor Hugo à la rentrée 2019. Car, pour terminer sur une dernière proposition inscrite dans ce projet de loi, **plus que des symboles, plus que des drapeaux, ce dont nos enfants ont besoin dans une salle de classe, c'est d'un professeur qui a du temps à leur accorder et des conditions qui leur permettent de se tromper, de demander à répéter, d'avoir une explication particulière si nécessaire, bref, de conditions d'apprentissage incompatibles avec l'augmentation du nombre d'élèves...**

Nous vous remercions d'accorder votre confiance à l'école élémentaire de Pruniers-en-Sologne, tout comme les parents d'élèves de cette école sont prêts à accorder leur confiance à l'école de la République.

Souhaitant que vous puissiez accueillir positivement nos arguments et notre requête, et vous invitant à les prendre en compte dans le cadre du grand débat national qui anime aujourd'hui la France et les français, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Ministre, nos plus cordiales salutations.

Les parents élus au Conseil d'école
de l'école Victor Hugo de Pruniers-en-Sologne